

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 29 janvier 2021

Projet Hercule : France urbaine demande à être associée aux discussions

Le projet Hercule est le projet de restructuration du groupe EDF dont l'objectif est de scinder le groupe en trois entités distinctes : un EDF Bleu et un EDF Azur, 100 % publics, pour le nucléaire et l'hydraulique, et un EDF Vert, qui regrouperait les activités de l'actuelle Enedis en matière de distribution d'électricité, ainsi que les énergies renouvelables, la commercialisation et les activités du groupe ouvertes à la concurrence comme Dalkia.

Dans le prolongement de la motion adoptée par la Fédération nationale des collectivités concédantes et des régions (FNCCR) la semaine dernière, **France urbaine exprime sa forte inquiétude tant sur le contenu du projet de restructuration d'EDF et les pistes envisagées en ce qui concerne les activités de distribution d'électricité que sur l'absence totale de concertation avec les associations représentatives des autorités organisatrices de la distribution d'électricité qui sont pourtant propriétaires de par la loi des réseaux.**

Dans ce schéma, **il est prévu une ouverture du capital de « Vert » - d'environ 35 % - qui interroge les territoires membres de France urbaine quant au maintien du niveau des investissements sur le réseau et sur la qualité de la desserte sur l'ensemble du territoire national.**

De plus, cette ouverture à un actionnariat privé questionne la pérennité du modèle actuel basé sur le monopole exercé par Enedis et la place qui sera faite aux autorités locales qui exercent un contrôle indispensable sur l'activité de l'opérateur national. **Elle fait craindre en outre que des logiques financières prennent le pas sur celle d'intérêt général qui doit présider à une activité aussi essentielle que l'alimentation en électricité de nos territoires dans un contexte où plus que jamais, s'affirme la nécessité d'une transition à la fois écologique et sociale : qu'en sera-t-il ainsi de l'impérative maîtrise des consommations et du coût de l'électricité qui a déjà connu une augmentation de 50 % sur les dix dernières années, plongeant un nombre croissant de nos concitoyens dans la précarité énergétique ?**

La transition écologique passe en premier lieu par les territoires. Il est donc essentiel que leurs organisations représentatives soient associées aux réflexions sur l'avenir de la gouvernance de la distribution publique de cette énergie fondamentale que représente l'électricité dans notre pays. C'est pourquoi France urbaine demande instamment d'être associée aux discussions en cours sur l'avenir d'EDF.

Contact presse

France urbaine
Benoît CORMIER
06 40 86 45 38
b.cormier@franceurbaine.org